



Actualité réglementaire internationale

- Travaux de l'International Organization of Securities Commissions (IOSCO) et du Financial Stability Board (FSB)
- Actualité des autorités européennes de supervision (ESAs)

EIFR

Les Rendez-vous de la Régulation financière et de la Conformité (14ème édition)

Patrick Starkman



Travaux d'IOSCO et du FSB/G20

IOSCO s'est fixé 5 priorités pour ses travaux de 2019, sur la base de l'évaluation des risques qu'elle a menée (contributions des membres et des comités de l'OICV):

1. Crypto-actifs
2. Intelligence artificielle et machine learning;
3. Fragmentation du marché;
4. Placements passifs et fournisseurs d'indices;
5. Distribution retail et digitalisation de l'activité.

Rappel: chacune de ces priorités s'inscrit dans un ou plusieurs des cinq grands domaines d'intervention qui ont été approuvés par le Board de IOSCO à la fin de 2016 pour guider ses travaux:

1. Renforcer la résilience structurelle des marchés de capitaux
2. Comblent les lacunes en matière de données et de partage de l'information
3. Appliquer de nouvelles connaissances en matière de protection et d'éducation des investisseurs
4. Analyser le rôle des marchés des valeurs mobilières dans la mobilisation de capitaux et les questions de durabilité (*sustainability*)
5. Examiner le rôle de la réglementation dans la technologie financière et l'automatisation.

Travaux d'IOSCO et du FSB/G20



Sujets prioritaires:

- [Crypto-Assets](#)

En réponse à une demande du G20, IOSCO publiera dans les prochains jours un document de consultation sur les plateformes de négociation des crypto-actifs. Ces travaux visent à aider les membres de l'OICV à évaluer les principaux problèmes de protection des investisseurs que posent notamment les nouvelles plates-formes de négociation crypto.

Le 6 mai, l'OICV a lancé un site (« Emerging Digital Threats (EDT) Portal») sur les menaces digitales/numériques émergentes à l'intention de ses membres afin de permettre le partage d'informations relatives à la lutte contre les menaces numériques émergentes, y compris celles provenant des crypto-actifs. L'OICV a indiqué qu'elle élaborera également des instruments pour aider les régulateurs à éduquer les investisseurs de détail sur les crypto-actifs.

- [Fragmentation du marché \(vers une harmonisation mondiale de la régulation?\)](#)

En réponse à une demande du G20, IOSCO a publié le 4 juin un rapport sur la fragmentation des marchés et la réglementation transfrontière. IOSCO analyse comment certains marchés financiers sont fragmentés du fait de réglementations différentes/divergentes et comment y remédier. Les travaux se poursuivront avec le FSB.

- [Gestion d'actifs et effet de levier](#)

IOSCO travaille sur des propositions visant à mesurer l'effet de levier dans les fonds d'investissement et à recueillir des données sur la base des paramètres qu'il élabore. Ces travaux s'inscrivent dans le cadre du suivi des recommandations du FSB visant à remédier aux vulnérabilités structurelles des activités de gestion d'actifs.

Travaux d'IOSCO et du FSB/G20



Sujets prioritaires (suite):

- [Fintech Network](#)

IOSCO a créé en mai 2018 un Fintech Network pour faciliter le partage des connaissances et des expériences entre les membres de l'organisation concernant la régulation es Fintech.

4 chantiers sont en cours: ils concernent la distributed ledger technology, l'éthique en matière d'intelligence artificielle et le machine learning, Regtech et innovation.

- [Sustainable Finance/ durable](#)

Un réseau dédié a été mis en place en 2018 pour échanger sur le financement durable, afin de souligner le rôle des régulateurs dans le financement durable et les initiatives internationales. A noter que le Comité des marchés émergents va publier un rapport à ce sujet.

- [Data Protection/ RGPD](#)

un arrangement administratif (AA) concernant le règlement général européen sur la protection des données (RGPD) a été élaboré par IOSCO, l'ESMA et le conseil européen de protection des données. L'AA facilite la coopération et l'échange continu d'informations dans le cadre des accords ou protocoles d'échange d'informations existants, y compris le protocole d'accord multilatéral (MMoU) d'IOSCO et le MoU dit « renforcé », tout en offrant des garanties pour le transfert des données personnelles entre membres ou non de l'Espace économique européen (EEE).

16 accords ont déjà été signés.

Travaux d'IOSCO et du FSB/G20



Sujets prioritaires (suite):

- [Cyber Task Force.](#)

IOSCO a publié le 18 juin un rapport qui examine comment les membres de IOSCO appliquent les normes ou orientations existantes (cyber standards) en matière de Cyber sécurité dans leurs régimes réglementaires nationaux respectifs et identifie/tire l'alerte concernant les lacunes dans l'application de ces normes qu'il devrait être nécessaire de combler.

- [Distribution retail et numérique/digitalisation](#)

IOSCO travaille sur la distribution retail/ de détail et la digitalisation et examine comment les entreprises utilisent les modèles de distribution numérique/digitale et notamment la publicité en ligne et le marketing transfrontière pour potentiellement éviter les règles locales/nationales et cibler les consommateurs vulnérables en offrant des produits financiers complexes et à haut risque.

- [Market making et liquidité sur les marchés actions](#)

IOSCO examine l'évolution du rôle des teneurs de marché et autres fournisseurs de liquidité sur les marchés *equity*, y compris les *incentives* offertes par les plateformes de négociation en matière de fourniture de liquidité, afin de déterminer si des travaux supplémentaires sont nécessaires.

- [Exigences de marge/ BCBS-IOSCO margin requirements](#)

- IOSCO analyse les questions relatives à la dernière phase de mise en œuvre des exigences de marge de BCBS-IOSCO pour les produits dérivés non compensés par des CCP. Il a examiné diverses questions clés relatives à l'état de préparation de nombreuses contreparties entrant dans le champ d'application le 1er septembre 2020 ou après cette date, lorsque les exigences de marge entreront en vigueur.



Actualité/Révision des pouvoirs et gouvernance des autorités européennes de supervision

Blanchiment de capitaux et de financement du terrorisme:

- **L'EBA** pourra demander aux autorités nationales de surveillance anti-blanchiment d'enquêter sur les infractions importantes présumées et d'envisager des mesures ciblées, telles que des sanctions;
- **imposera aux autorités nationales de surveillance anti-blanchiment de respecter les règles de l'UE et de coopérer dûment avec les autorités de surveillance prudentielle.**
- **En dernier recours en cas de carence des autorités nationales, adresser directement une décision à un opérateur du secteur financier;**

Benchmark d'importance critique

L'ESMA sera chargée d'agréeer et de surveiller les administrateurs d'indices de référence considérés comme d'importance critique au niveau de l'UE, ainsi que de reconnaître les administrateurs de pays tiers administrant des indices de référence utilisés dans l'UE.

Fintech, Finance durable, financement des ESAs?

Rejet d'un Executive Board composé de personnalités nommées par les institutions européennes – pas d'ouverture ni plus d'indépendance / autorités nationales

Complexification des Technical Standards – à distinguer des Q&A